

Nicolas GUILLET

Fonctions :

Professeur de droit public

Avocat

Activités dominantes :

Droit administratif général

Droit de la fonction publique

Droit des libertés

Droit public financier



Cursus académique

2025	Professeur de droit public : Université Le Havre Normandie.
2021	Promotion Hors-classe.
2015	Sous-admissible au concours d'agrégation de droit public.
2015	Habilitation à diriger des recherches (5 octobre 2015) - Sujet : <i>Contribution à l'étude de l'ordre du jour en droit public.</i> - Jury : Prof. A. Le Divellec, J.-M. Larralde, S. Manson, M.-J. Redor, V. Tchen (garant).
2005	Maître de conférences : Université Le Havre Normandie.
2003	Qualification par le Conseil national des universités – Section 02.
2002	Doctorat en droit public, Université de Cergy-Pontoise (9 décembre 2002). - Sujet : « Ordre juridique et systèmes religieux : liberté de religion et mouvements à caractère sectaire ». - Jury : Prof. M. Deguergue, G. Koubi (dir.), C. Ribot (rapporteure) et J.-J. Sueur (rapporteur) ; M. R. Schwartz, conseiller d'État. <i>Mention</i> : Très honorable avec les félicitations du jury.
2000-2002	Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche : Le Mans Université.
1996-1999	Vacataire chargé de travaux dirigés : Université d'Orléans.
1994-1995	DEA de droit public interne (mention AB) : Université Paris I - Panthéon Sorbonne.

Activités extérieures ---

- 1) Avocat au barreau du Havre ; collaborateur du cabinet JURIADIS (depuis le 1^{er} juillet 2025).
- 2) Conseiller titulaire, *Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche* (CNESER) statuant en matière disciplinaire (Octobre 2019 – Mai 2025).
- 3) Membre du jury du concours interne d'entrée à l'Institut national du service public de 2023 (arrêté du 1^{er} juin 2023).
- 4) Participation à la formation des avocats du Syndicats des avocats de France, Rouen, 15 octobre 2021 : *Actualités du droit de la fonction publique*.
- 5) Prestation de conseil juridique au nom du CERMUD, avec Baptiste Allard (MCF Droit privé), pour la société NETMAN et son avocat M^e Luchez – Mai 2021.
- 6) Chargé de cours auprès du CNFPT (délégation de Normandie) : préparation aux concours (Droit de la fonction publique ; Finances locales) : 2013-2016.
- 7) Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (EFB, Paris, 2005, Promotion Simone Veil).

Expériences professionnelles antérieures ---

- 2009-2011 Consultant juridique pour M^e Nicolas Rouly, EDEN Avocats, Rouen.
- Eté 2005 Juriste stagiaire : *Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*.
- 2003-2005 Assistant parlementaire des députés Philippe Vuilque et Paulette Guinchard : *Assemblée nationale*.
- 1999-2000 Chargé de mission juridique : *Encyclopédie Universelle des Droits de l'Homme* (association présidée par M. Robert Badinter).
- 1995-1996 Coordinateur juridique au sein de l'association *Arcat-sida* (Service national).

Langues ---

Anglais : lu, écrit, parlé (traduction de contributions scientifiques de l'anglais au français).

Allemand : niveau scolaire.

Portugais : notions.

Réseaux scientifiques ---

Membre de la Société française de finances publiques

Membre du GIS Histoire et sciences de la mer

Membre du Groupement de recherche du CNRS *Océan et mers* (Omer), groupe de travail « Ports maritimes » (Pomar)

PUBLICATIONS

Ouvrages

- 1) *Contribution à l'étude de l'ordre du jour en droit public*, Paris, éd. Mare & Martin, 2023, 197 p.
- 2) *Liberté de religion et mouvements à caractère sectaire*, Paris, LGDJ, coll. « Bibl. dr. publ. », t. 235, 2003, 672 p. (publication à compte d'éditeur ; chron. : *AJDA* 2004, p. 407 ; *RFSP* 2005, vol. 55, p. 1002).

Direction d'ouvrages

- 1) *La gouvernance portuaire*, Paris, éd. IFJD, coll. « Colloques & Essais », n° 210, 2024, 176 p.
- 2) *Mer et droits fondamentaux de la personne humaine*, Paris, éd. IFJD, coll. « Colloques & Essais », 2022, n° 145, 192 p.
- 3) *Les transformations de l'administration fiscale*, (Actes du colloque tenu à l'Université du Havre le 20 mai 2010), Paris, L'Harmattan, coll. « Finances publiques », 2011, 168 p.
- 4) *Les difficultés de la lutte contre les dérives sectaires*, (Actes du colloque tenu à l'Assemblée nationale le 10 mars 2005), Paris, L'Harmattan, coll. « Religions et sciences humaines », 2007, 218 p. (chron. dans : *ASSR*, 140 (2007) – *Varia*, p. 210-212 ; *Nervure*, XX (4), mai 2007, p. 15).

Co-direction d'ouvrages

- 1) *Escapades juridiques en l'honneur de Béatrice Bourdelois*. Liber amicorum (avec P. Barban et J.-M. Jude), Paris, éd. IFJD, coll. « Colloques & Essais », n° 225, 2025, 396 p.
- 2) Penser le maritime (co-dir. avec J.-F. Klein, A. Lemarchand et E. Saunier), Bordeaux, PU Nouvelle-Aquitaine, 2022, 240 p.
- 3) *Le droit des activités maritimes et portuaires* (co-dir. J.-M. Jude), (Actes du colloque tenu à l'Université du Havre le 26-27 oct. 2017), Paris, Institut universitaire Varenne, coll. « Colloques & Essais », t. 84, 2019, 282 p.
- 4) *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe*, (co-dir. N. Afiouni), Bruxelles, Presses universitaires de Bruxelles, coll. « Science politique », 2016, 188 p. (chron. dans : *RFSP* 2017, vol. 67, p. 1228-1231 ; *L'OURS*, n° 467, avril 2017, p. 3 ; *Politique et sociétés*, Vol. 37, n° 1, 2018, p. 159-160).

Direction et co-direction de numéros de revue

- 1) « Le projet d'installation d'un terminal méthanier flottant dans le port du Havre : contexte et enjeux juridiques », *Revue juridique de l'environnement*, n° 1, 2024.
- 2) « La propriété », *Cabiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, n° 20, 2022 (avec J.-M. Larralde).

Articles

- 1) « Saint-Pierre et Miquelon et son port », *Droit maritime français*, n° 859, 2023, p. 638-643.
- 2) « L'épidémie de Covid-19 et les finances publiques : la loi de finances rectificatives du 23 mars 2020 », *Petites affiches*, 15 mai 2020, n° 153, p. 5-14.

- 3) « Le trompe-l'œil juridique de la loi du 12 mars 2012 relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers », *Dr. soc.*, n° 7/8, juillet-août 2012, p. 697-707.
- 4) « Après les réquisitions de personnels grévistes de l'automne 2010. Réflexions sur la portée du droit de grève dans une France en crise », *Dr. soc.*, n° 2, février 2012, p. 152-163.
- 5) « La recentralisation des finances locales sous l'effet de leur européisation », *Pouvoirs locaux*, n° 95, décembre 2012, p. 86-92.
- 6) « La loi du 9 février 2009 de programmation pluriannuelle des finances publiques », *Petites affiches*, 16 novembre 2009, n° 228, p. 4-15.
- 7) « Interdits et interdictions dans le droit de la fonction publique », *Droits et cultures*, 57, 2009/1, pp. 77-92 (Actes du colloque des 21-22 février 2008, université de Cergy-Pontoise).
- 8) « L'avenir de l'autonomie financière des collectivités territoriales après la loi organique du 29 juillet 2004 », *Revue de recherche juridique Droit prospectif*, n° 2005-3, p. 1601-1629.
- 9) « Brèves remarques autour des modifications récentes affectant la liberté de l'expression cinématographique », *Gaz. Pal.*, 7-8 mai 2004, n° spécial *Droit du cinéma*, p. 31-36.
- 10) « Droit, psychologie et lutte contre les dérives sectaires. Réflexions de droit français », *Annales de droit de Louvain*, vol. 64, 2004, n° 4, p. 595-610.
- 11) « La MILS est morte. Vive la MIVILUDES ! », Commentaire du décret n° 2002-1392 du 28 novembre 2002 instituant une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires, *JCP A*, 3 février 2003, p. 138-139.
- 12) « L'appartenance à une secte et les droits et libertés de la personne », *Les Cahiers de Droit*, vol. 40, n° 4, décembre 1999, p. 887-909.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- 1) « Le droit des grands ports maritimes face à l'urgence écologique, Janus ou Jupiter ? », Routledge, à paraître 2026
- 2) « La gouvernance maritime et littorale face aux enjeux de régulation des espaces maritimes et littoraux », in N. Boillet et G. Gueguen-Hallouet, *La diversité des usages en mer et sur le littoral saisie par le droit*, Paris, Pedone, 2024, p. 195-211.
- 3) « Les évolutions néolibérales du droit public financier : vers une négation de la souveraineté ? », in Th. Boccon-Gibod et a. (dir.), *Souveraineté et néolibéralisme*, Bordeaux, Editions Bord de l'eau, 2023, p. 97-114.
- 4) « Les ambivalences de la laïcité dans le discours juridique », in B. Bourdelois (dir.), *Mutations sociales et mutations du droit*, Paris, Mare&Martin, 2023, p. 93-125.
- 5) « Narrer la norme de la dette publique. Analyse du discours juridique », in C. Sintez, E. Nicolas et J. Guittard (dir.), *Narrations de la norme*, Paris, éd. Mare&Martin, coll. « Libre droit », 2022 (Actes du colloque d'Amiens, 28-29 nov. 2019), p. 201-218.
- 6) Commentaire de CE, 10 février 1984, Mme Dufour, in M. Charité, N. Duclos, F. Eddazi (dir.), *Orléans par le droit administratif à l'ombre de Macarel & Cormenin*, Le Mans, Editions l'Epitoge, « L'Unité du Droit », vol. XXXV, 2021, p. 219-229.

- 7) « Les finances publiques contemporaines : surveiller et punir ? De la norme démocratique à la norme disciplinaire », in C. Syntez et E. Nicolas (dir.), *Foucault face à la norme*, Paris, Mare&Martin, 2020 (Actes du colloque d'Orléans, 15-16 novembre 2018), p. 87-106.
- 8) « Réflexions sur les ports et installations de plaisance du point de vue du droit public financier », in N. Guillet et J.-M. Jude (coord.), *Le droit des activités maritimes et portuaires*, précité, p. 23-43.
- 9) « La religion dessaisie de la mort : le droit de la fin de vie », in J.-F. Boudet (coord.), *Les rites et usages funéraires : essais d'anthropologie juridique*, Aix-en-Provence, PUAM, 2019, p. 233-246.
- 10) « Figures de l'extrême droite en droit français : l'impossible banalisation », in N. Guillet et N. Afionni (dir.), *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe*, précité, p. 73-94.
- 11) « Le service public du pilotage », in C. Glineur (dir.), *L'Etat et la mer*, Rouen, PURH, 2015, p. 121-143.
- 12) « Les critères de la délégitimation des minorités religieuses », in A.-L. Zwilling, *Minorités religieuses, religions minoritaires dans l'espace public. Visibilité et reconnaissance*, Strasbourg, Presses univ. de Strasbourg, 2014, p. 19-40 (Actes du colloque des 7-8 avril 2011, Université de Strasbourg ; chron. dans : *ASSR*, 172 (2015), p. 391).
- 13) « Le Bureau CF2 de la DGFIP : affaires particulières et affaires pénales », in N. Guillet (dir.), *Les transformations de l'administration fiscale*, précité, p. 131-158.
- 14) « L'environnement dans le droit des marchés publics », in A. de Raulin et G. Saad (dir.), *Droits fondamentaux et droit de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, coll. « Economie plurielle », 2010, p. 197-225.
- 15) « Laïcité de l'Etat et neutralité fiscale », *La Revue*, 1^{er} mars 2012, n° 1, « La religion et l'impôt », p. 88-102 (Actes du Colloque *La religion et l'impôt*, 6-7 avril 2006, Faculté de droit et de science politique de l'Université de Clermont-Ferrand).
- 16) « Harcèlement et mouvements sectaires », in M. Sanchez-Mazas et G. Koubi (dir.), *Le harcèlement. De la société solidaire à la société solitaire*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2005, p. 83-93 (Actes du colloque des 6-7 février 2003, université de Cergy-Pontoise).

Notes de jurisprudence

- 1) « Redevances d'occupation du domaine public : vigilance sur la facturation ! », note sous CAA Bordeaux, 21 décembre 2023, n° 21BX01636, *Droit maritime français*, n° 871, 2024, p. 754-761.
- 2) « Retour sur les modalités de détermination de la valeur locative des installations de plaisance », obs. sous CAA Marseille, 25 novembre 2022, n° 21MA00795, *DMF*, n° 856, 2023, p. 345-352.
- 3) « La rareté dans le contentieux de la fixation du montant des redevances domaniales portuaires », note sous CAA Marseille, 4 février 2022, n° 20MA01157, *DMF*, n° 845, 2022, p. 728-741.
- 4) « La participation des organisations syndicales aux comités de suivi des accords négociés dans la fonction publique », note sous CE, ord. réf., 25 nov. 2020 et 16 avr. 2021, *Droit ouvrier*, 2021, n° 875-876, p. 432-437.
- 5) « La liberté de manifester face à l'état d'urgence sanitaire », note sous CE, ord. réf., 6 juillet 2020, CGT, SOS Racisme et a., *Droit ouvrier*, 2020, n° 866, p. 669-681.
- 6) « Le champ d'application de l'exonération de cotisation foncière des ports objet d'une QPC », Note sous CC, déc. n° 2018-733 QPC, 21 septembre 2018, *DMF*, n° 809, 2019, p. 81-93.

- 7) Avec Mme Emily Lacaze : « Vers une meilleure prise en charge des frais irrépétibles des personnes publiques en l'absence de ministère d'avocat ? », Note sous CE, 3 octobre 2012, Min. de la Défense c/ Sté Arx, *Petites affiches*, n° 83, 25 avril 2013, p. 7-14.
- 8) « L'élargissement du pouvoir de réquisition aux autorités d'une société privée gérant un service public », obs. sous CE, Ass., 12 avril 2013, FO Energie et Mines et a., *Revue des droits de l'homme*, 15 mai 2013 : <https://revdh.wordpress.com/2013/05/17/droit-de-greve-pouvoir-de-requisition-societe-privee-service-public/>
- 9) « La liberté d'expression syndicale des fonctionnaires devant la Cour européenne des droits de l'homme », Note sous Cour. eur. dr. h., 6 octobre 2011, Vellutini et Michel c. France, *Revue de recherche juridique Droit prospectif*, n° 2012-1, p. 121-137.
- 10) « Les conditions de la reprise du travail après l'exercice du droit de retrait dans la fonction publique », Note sous CE, 2 juin 2010, Min. Educ. nat. c/ Mlle Fuentes, *AJDA* 2010, p. 2157-2162.
- 11) « La retenue sur traitement ne peut pas sanctionner un refus d'obéir », Note sous CE, 23 mai 2007, France Telecom c/ G., *JCP A*, 17 septembre 2007, comm. 2230, p. 29-32.
- 12) « Qu'est-ce qu'une partie perdante dans un référé-instruction ? », Note sous CE, Sect., 7 avril 2006, Centre hospitalier régional de Nice, *AJDA* 2006, p. 1233-1235.
- 13) « Mesures d'ordre intérieur : (im)précisions et occasion ratée », Note sous CE, 12 mars 2003, M. Frérot, *JCP A*, 21 juillet 2003, p. 1033-1035.
- 14) « La police du cinéma : de la protection des mineurs au rejet de l'ordre moral », Note sous CE, 14 juin 2002, Association Promouvoir, *publié en mars 2003* : <http://www.rajf.org>

Fascicules et notices

- 1) Refonte et actualisation des fascicules du *JurisClasseur Fiscal impôts directs* (éd. LexisNexis) consacrés aux prélèvements sociaux : n° 1065 (CSG), 1066 (CRDS), 1067 (prélèvement social), 1068 (contribution additionnelle), 1069 (prélèvements de solidarité) – 2013/2016.
- 2) Notices « budget », « deniers publics », « impôt » et « redevance », in N. Kada et M. Mathieu (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, Grenoble, PUG, coll. « CERDHAP », 2014.

Comptes-rendus de lecture (Revue *Lectures*, OpenEdition) :

- 1) Raphaël Morera, *Une histoire au fil de l'eau. Paris et son environnement, XVIe-XVIIIe siècle*, Paris, EHESS, coll. « En temps et lieux », 2024, 304 p.
- 2) Cédric Passard (dir.), *Les usages politiques de l'insulte*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Rencontres », 2024, 304 p.
- 3) Christophe Pierucci (dir.), *Les impensés du droit administratif. Hommage à Jacques Caillosse*, Paris, LGDJ, coll. « Droit et société. Recherches et travaux », 2022, 207 p.
- 4) Christian Bessy et Michel Margairaz (dir.), *Les biens communs en perspectives. Propriété, travail, valeur (XVIIIe-XXIe siècle)*, Paris, Ed. de la Sorbonne, coll. « Homme et société », 2021, 244 p.
- 5) Liora Israël, *L'arme du droit*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Contester », 2020, 154 p.
- 6) Wanda Capeller, Jacques Commaille et Laure Ortiz (dir.), *Hommage à André-Jean Arnaud*, Paris, LGDJ, coll. « Droit et société », t. 59, 2019, 290 p.
- 7) Michel Hébert, *La voix du peuple. Une histoire des assemblées au Moyen-Âge*, Paris, PUF, 2018, 308 p. :
- 8) Olivier Galland et Anne Muxel (dir.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018, 460 p.

- 9) António Casimiro Ferreira, *La société d'austérité. L'avènement du droit d'exception*, Paris, LGDJ, coll. « Droit et société », 2017, 152 p.

PEDAGOGIE

Enseignements actuels (à l'Université du Havre) :

Intitulé du cours	Nature du cours	Diplôme	Volume horaire	Durée de l'enseignement
<i>Finances publiques</i>	CM	L2 Droit	28h	Depuis 2005
<i>Droit de la fonction publique</i>	CM	M1 Droit public TD	33h 16h30	2005-2016 / 2022...
<i>Libertés collectives</i>	CM	L3 Droit	33h	Depuis 2021
<i>Droit fluvial</i>	CM	M2 DAMP ¹	15h	Création 2020
<i>Droit du travail</i>	CM	L3 AES	30h	Depuis 2025

Enseignements antérieurs (à l'Université du Havre, sauf mention contraire) :

Intitulé du cours	Nature du cours	Diplôme	Volume horaire	Durée de l'enseignement
<i>Libertés fondamentales</i>	CM	M2 Carrières judiciaires	20h	2012-2019
<i>Méthodologie de la recherche</i>	CM	M1 DAMP	6h	2021-2022
<i>Protection européenne des droits de l'homme</i>	CM + TD	M1 Droit public	33h + 16h30	2005-2010 et 2015-2017
<i>Droit des douanes</i>	CM	M2 DAMP	11h	2017-2021
<i>Droit fiscal</i>	CM	L3 Droit	33h	2010-2021 / 2023-2025
<i>Droit portuaire</i>	CM / EAD	Master DSAMO – Université de Nantes	10h	2023-2025
<i>Institutions administratives</i>	CM	L1 Droit	22h	2019-2025
<i>Droit de l'administration</i>	CM	L2 AES	24h	2015-2019

¹ DAMP = Droit des activités maritimes et portuaires.

<i>(Les missions)</i>				
<i>Droit de l'administration (Les moyens et limites juridiques)</i>	CM	L3 AES	36h	2015-2019
<i>Finances et fiscalité locales</i>	CM	M2 Collectivités territoriales	24h	2012-2017
<i>Droit des marchés publics</i>	CM	M2 Carrières territoriales	24h	2005-2011
<i>Théorie de la répartition des compétences</i>	CM	M2 Théorie du droit	9h	2008-2011
<i>Droit budgétaire de l'Etat</i>	CM	Master Métiers de l'encadrement de l'administration (Rouen)	24h	2012-2013
<i>La liberté de la personne dans le champ religieux</i>	CM	M2 Droit public et droits fondamentaux (Caen)	9h	2009-2010
<i>Relations internationales</i>	CM	L1 AES	26h	2005-2009
<i>Droit constitutionnel</i>	CM	L1 AES	36h	2008-2011
<i>Droit constitutionnel</i>	TD	L1 Droit (Orléans) L1 Droit (Le Mans)	33h 33h	1997-1999 2000-2002
<i>Droit administratif</i>	TD	L2 AES (Orléans) L2 Droit (Le Mans)	33h 33h	1998-1999 2001-2002

Enseignements à l'étranger :

- Universitatea Dunarea de Jos din Galati (Roumanie) ; Programme *Erasmus* ; 9-16 mai 2014 ; Cours : *La cour européenne des droits de l'homme*.
- União Educacional do Planalto Central - UNIPLAC (Brasilia-DF, Brésil) ; Progr. *Erasmus Mundus* ; août 2008 ; Cours : *La laïcité en France* ; *La protection des droits de l'homme en Europe*.

Direction de diplômes et suivi d'étudiants :

- Co-directeur du Master *Droit des espaces et des activités maritimes* (2017...). Création du site Internet du Master : masterdroitmaritime.wordpress.com
- Co-responsable de la Licence de *Droit bilingue* (2011-2017).
- Responsable du Master Erasmus Mundus *Pratique européenne du droit* (2007-2011).
- Tutorat de deux doctorants moniteurs (2009-2012).

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

Communication à des colloques et séminaires

- 1) « La grève face au droit de réquisition et à l'interdiction », Université de Caen, 9-10 octobre 2025 : *La grève et son droit*
- 2) « Les conditions d'exercice des libertés collectives, enjeux de légitimité du pouvoir politique » : Université de Valenciennes / Faculté catholique de Lille, 30-31 janvier 2025 : *La légitimité, entre reconfigurations et refondation*.
- 3) « Le droit public face à la montée de l'extrême droite » : École supérieure de gestion et des comptes publics du Tribunal des comptes de la ville de São Paulo (Brésil), 5-7 décembre 2024 : *Démocratie, gouvernance et politiques publiques*.
- 4) « Le droit des grands ports maritimes face à l'urgence écologique, Janus ou Jupiter ? » : Université du Havre – *Les nouveaux visages des ports*, Séminaire du Groupe de travail POMAR du GDR Omer (CNRS), 4 juin 2024.
- 5) “*Ports and competition*” : Séminaire en ligne *Local finances in European Cities* (<https://univ-droit.fr/actualites-de-la-recherche/manifestations/45902-local-finances-in-european-cities>), 18 déc. 2022.
- 6) Université de Brest, 20-21 oct. 2022 : *La diversité des usages en mer et sur le littoral saisie par le droit*.
- 7) Université de Grenoble, 4-5 oct. 2021 : *Souveraineté et néolibéralisme*.
- 8) Université d'Amiens, 28-29 nov. 2019 : *La narration de la norme*.
- 9) Université d'Orléans, 15-16 nov. 2018 : *Foucault face à la norme*.
- 10) Université de Strasbourg, 7-8 avril 2011 : *Minorités religieuses, religions minoritaires : visibilité et reconnaissance dans l'espace public*.
- 11) Université de Cergy-Pontoise, 21-22 fév. 2008 : *Interdit(s), interdiction(s)*.
- 12) Université de Clermont-Ferrand, 6-7 avril 2006 : *La religion et l'impôt*.
- 13) Université de Cergy-Pontoise, 6-7 fév. 2003 : *Le harcèlement*.

Organisation de colloques, journées d'études et séminaires au Havre (sauf mention contraire)

- 1) CERMUD : *Le projet d'installation d'un terminal méthanier flottant dans le port du Havre : contexte et enjeux juridiques* (6-7 avril 2023).
- 2) CERMUD : *La gouvernance portuaire* (3-4 mars 2022)
- 3) CERMUD : *Mer et droits fondamentaux de la personne humaine* (30 sept. 2019).
- 4) Séminaire pluridisciplinaire *Penser le maritime* – 2017/2019 – co-organisation avec J.-F. Klein (histoire), A. Le Marchand (économie et sociologie) et E. Saunier (histoire) : discussion des thèmes, organisation des séances consacrées au Droit (une en 2018 : Mme Nathalie Ros, Mme Alix Rodet-Profit ; une en 2019 : M. Patrick Chaumette, Mme Annie Cudennec).
- 5) CERMUD, co-organisation avec M. Jean-Michel Jude, maître de conférences de droit privé : *Le droit des activités maritimes et portuaires* (26-27 oct. 2017).
- 6) LexFEIM : *La diversité religieuse. Approche pluridisciplinaire* (19 sept. 2013 et 18 sept. 2014).
- 7) Groupe de Recherche Identités et Cultures (GRIC), co-organisation avec Mme Nada Afiouni, maître de conférences en civilisation britannique : *Les tentatives de banalisation de l'extrême-droite en Europe* (5 avril 2012).

- 8) GREDFIC/Direction régionale des finances publiques de Haute Normandie : *Les transformations de l'administration fiscale* (20 mai 2010).
- 9) Groupe d'études sur les sectes de l'Assemblée nationale : *Sectes et enfance* (Saint-Priest, 30 mars 2006) et *La difficulté des dérives sectaires* (Paris, 10 mars 2005).

Direction de recherches

Thèses :

- Pape Alioune Diouf : *La contribution de la fiscalité locale dans le financement des collectivités territoriales au Sénégal.* (10/2024)
- Antoine Cellio : *Gouvernance et transition écologique dans les espaces portuaires. Etude juridique.* (Allocation doctorale de la Région Normandie, 10/2022).
- Vernand Ndobo : *La coopération en droit maritime et portuaire.* (Allocation doctorale de la Région Normandie, 10/2017).
- Paule Rachel N'Drin : *Religions et laïcité en Côte d'Ivoire.* (08/2017)
- Lanciné Traoré : *Le droit du financement public de l'aide au développement.* – Soutenue le 27 janvier 2022.
- Nicolas Bouthière : *Le droit à la paresse en droit social.* – Soutenue le 7 novembre 2019.

Mémoires :

- Encadrement régulier d'étudiants du Master *Droit des espaces et des activités maritimes*, du Master *Droit des collectivités territoriales*, et du Master *Carrières judiciaires* (rapports de stage professionnel et mémoires de recherche).

Autres activités scientifiques

- Membres de Comités de suivi de thèse : Raphaël Crocfer (dir. Léo Vanier) ; Thomas Leriche et Sami Nabi (dir. Patrick Barban) ; Laurie Travert (dir. Jean-Manuel Larralde).
- Membre de jurys de thèse :
 - Djiré Diouf (dir. V. Tchen), *La clause d'ordre public dans le droit de l'asile politique*, Université Le Havre Normandie, 18 octobre 2017 : suffragant.
 - Mme Dimitra Kyranoudi (dir. A. Le Divellec), *Le gouvernement parlementaire et la fonction présidentielle en Grèce et en Irlande*, Université Paris II Panthéon-Assas, 12 décembre 2016 : rapporteur.
- Rapporteur de thèse du prix de l'Ecole Droit Normandie :
 - Aysegul Fistikci, *Le présidentialisme : étude de droit comparé (France/Turquie)*, Caen, 2021 (Prix 2022).
 - Marie-Caroline Lefebvre, *La proportionnalité en droit fiscal*, Rouen, 2019.
 - Yakoubé Ouedraogo, *L'influence de la démarche de performance sur le droit public financier des Etats membres de l'U.E.M.O.A.*, Rouen, 2015 (Prix 2016).
 - Arun Sagar, *Les relations fédérales-fédérées (étude comparative des rapports juridiques fondamentaux dans le contentieux des compétences)*, Rouen, 2013 (Prix 2014).
 - Aurore Catherine, *Pouvoir du médecin et droits des patients. L'évolution de la relation médicale*, Caen, 2011 (Co-Prix 2012).
- Membre du comité éditorial des Presses universitaires du Havre et de Rouen (antenne du Havre), de 2017 à 2019.

Invitations de professeurs étrangers à l'université du Havre :

- Pr. Rafaël Valim (Sao Paulo, 2022, CERMUD).
- Pr. Bernd Opperman (Hanovre, 2018, mobilité Erasmus) ;
- Pr. Vasco Pereira da Silva (Lisbonne, 2017, colloque) ;
- Dr. Regina Valutyte (Vilnius, 2012, mobilité Erasmus) ;

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ---

Fonctions actuelles :

- Membre du Conseil restreint de l'École Doctorale Droit Normandie (depuis le 1^{er} sept. 2021).
- Rédacteur en chef adjoint de la revue *Éclosion*, collection en ligne pour la Journée des doctorants en sciences humaines et sociales : <https://hal.science/ECLOSION/>

Fonctions passées :

- Directeur du CERMUD, *Centre de Recherche sur les Mutations du Droit et les mutations sociales* (1^{er} sept. 2021 – 31 août 2025).
- Directeur-adjoint du CERMUD (17 nov. 2020 – 31 août 2021).
- Membre élu du Conseil de gestion de la Faculté des affaires internationales (2022-2025).
- Membre du jury du concours interne de l'INSP, 2023 (chargé avec Mme Carole Maudet, IGF, de l'épreuve de Finances publiques).
- Membre de Comités de sélection / Commission de spécialistes : Université de Rouen (2008, 2009, 2019, 2024) ; Université du Mans (2009) ; Université de Caen Basse Normandie (2013) ; Université du Havre (2023 et 2025 – vice-président, en charge de l'organisation).
- Directeur-adjoint du *Pôle de recherche en sciences humaines et sociales (PRSH)*, structure fédérative de recherche en sciences humaines et sociales (mai 2022 - déc. 2025 ; sept. 2013 - juin 2016).
- Membre élu de la *Commission de la recherche* du Conseil académique (2012-2020).
- Responsable de la mobilité étudiante et représentant du Havre dans le réseau ELPIS, *European Legal Practice Integrated Studies* (2007-2013).
- Membre élu du Conseil de gestion de la Faculté des affaires internationales (2011-2012).
- Directeur du Département de Droit de la Faculté des affaires internationales (2006-2008).
- Membre du jury de recrutement d'un chargé de mission juridique, Université d'Amiens (2010).
- Candidat au CNU (2015, 4^e ; 2011, 5^e).

INTERVENTIONS PUBLIQUES ---

A l'université du Havre :

- 1) *La liberté d'expression du soutien au peuple Palestinien depuis le 7 octobre 2023 : analyse de la jurisprudence administrative*, Semaine de la Palestine, 16 mai 2025 (intervenant).
- 2) *Quelle justice pour demain ?*, 29 mars 2018 (modérateur).
- 3) *Regards croisés sur l'état d'urgence*, 28 avril 2016, co-organisation avec l'Ordre des avocats au Barreau du Havre (intervenant).
- 4) *Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'UEM*, 27 septembre 2012 (modérateur).
- 5) *Lectures juridiques de la laïcité*, Journée nationale de la laïcité, 9 décembre 2011 (intervenant).
- 6) *Israël et la Palestine du point de vue du droit international*, Semaine de la Palestine, 12 février 2009 (intervenant).
- 7) *La pauvreté*, Semaine de la solidarité en France et dans le monde, Secours populaire français, 24 novembre 2008 (modérateur).
- 8) *Pour une VI^e République*, Débat entre MM. Bastien François et Patrice Gélard, 23 novembre 2006 (modérateur).

A l'extérieur de l'université du Havre :

- 1) *L'obligation de réserve des agents publics*, Réseau Education Sans Frontière Le Havre, 17 novembre 2025.
- 2) *Société civile et médias dans la lutte contre l'industrie carbonée*, Table-ronde, Hangar Zéro, Festival La Bascule, 19 juin 2025.
- 3) *Qu'est-ce que la laïcité ? Comprendre par une approche historique*, Ville du Havre, Rencontre-formation avec les familles des quartiers Sud, 21 mai 2025.
- 4) Entretien avec Martina Colafemina, de la revue en ligne *Consultor Jurídico* (Brésil), 19 janvier 2025 : <https://www.conjur.com.br/2025-jan-19/sistema-juridico-nao-e-adequado-para-lidar-com-as-mudancas-na-sociedade-diz-professor-frances/>
- 5) « Les “lettres plafonds” » de Gabriel Attal ne peuvent pas avoir un impact politique réel », *The Conversation*, 1^{er} septembre 2024 [en ligne]
- 6) « Au Havre, un régime juridique sur-mesure pour le controversé terminal méthanier flottant », *The Conversation*, 22 janvier 2023 [en ligne] ; repris sur *latribune.fr*, 23/01/23 et *20minutes.fr*, 27/01/23.
- 7) “Ports and competition”, Séminaire *Local finances in European Cities* (<https://univ-droit.fr/actualites-de-la-recherche/manifestations/45902-local-finances-in-european-cities>), en visioconférence, 18 décembre 2022.
- 8) « Les lois sur la manipulation de l'information », Séminaire *Infox*, Groupe de recherche *PandHeMic* (<https://pandhemic.hypotheses.org/>), Université de Caen, 18 janvier 2019 : <http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/forge/5777>
- 9) « Réflexions sur la notion juridique d'ordre du jour », *Journée des chercheurs du CRDFED*, Université de Caen, 12 avril 2013.
- 10) « Laïcité et fait religieux : entre liberté et protection de la femme » : Université Toulouse I (CIES), *Journée d'études Laïcité et normes sociales*, 25 mars 2011.
- 11) Interview à : M. Boëton, « L'Eglise de scientologie de France joue sa survie », *La Croix*, 5 mai 2009.
- 12) « Internationalisation du droit, circulation de la norme et transformations du droit public » : Université de Rouen, *Symposium Erasmus Mundus*, LLM Eur. *Pratique européenne du droit*, 28 novembre 2008.

- 13) Présentation de l'ouvrage « Les difficultés de la lutte contre les dérives sectaires » : ADFI Nord Pas de Calais, Assemblée générale, 15 mars 2008.
- 14) « Quelle place pour la laïcité en Europe ? » : Université catholique de Lisbonne, Symposium Erasmus Mundus, LLM Eur. *Pratique européenne du droit*, décembre 2007.
- 15) « Qu'est-ce qu'une secte ? » : émission « Kekefe », *Direct 8*, 14 avril 2007.
- 16) « Les pratiques des sectes au regard de l'ordre libéral et républicain » : Université Toulouse I (UTL), 18 janvier 2007.
- 17) « L'action parlementaire et les dérives sectaires » : Direction générale de la formation professionnelle du ministère de l'Emploi, 27 janvier 2005.
- 18) « Les sectes et le droit » : Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES), 6 avril 2004.
- 19) Présentation de thèse : Université Louvain-la-Neuve (Belgique), 4 novembre 2003.